



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Urbanisme
Unité Planification Territoriale Stratégique et Opérationnelle
Affaire suivie par : Philippe SWIERGIEL
☎ 03-21-22-99-99
philippe.swiergiel@pas-de-calais.gouv.fr
Réf. : 033/16/PS/PTSO

ARRAS, le 07 JUL 2016

Le Directeur Départemental

à

DREAL Nord – Pas-de-Calais_Picardie
56 rue Jules Barni, 80040AMIENS
cedex 1

OBJET : Demande d'examen au cas par cas sur la nécessité d'une évaluation
environnementale préalable à la révision allégée du PLUi du SIVOM de Courcelles-les-lens,
Douges, Evin-Malmaison, Leforest et Noyelles Godault.
REF : Votre courriel du 29 juin 2016

Par courriel du 29 juin 2016, vous m'avez adressé, pour avis, la demande d'examen au cas
par cas portant sur la nécessité de mener une évaluation environnementale préalable à la révision
allégée du PLUi du SIVOM de Courcelles-les-lens, Douges, Evin-Malmaison, Leforest et Noyelles
Godault. La Révision allégée porte sur l'intégration des nouvelles dispositions du PIG
METALEUROP arrêté le 7 octobre 2015.

Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des remarques sur le projet présenté.

A- Sur les conséquences de l'évolution des périmètres et des dispositions réglementaires du PIG

Pour rappel, le projet de nouvel arrêté prévoit :

- une zone Z1 (concentration des sols supérieure à 1 000 ppm de plomb ou 20 ppm de cadmium) [ex Z3]
- une zone Z2 (concentration des sols comprise entre 500 et 1 000 ppm de plomb ou entre 10 et 20 ppm de cadmium) [ex Z4]

Les principales évolutions réglementaires portent sur l'assouplissement des dispositions
applicables à la zone Z1. En effet, l'interdiction concernant les établissements publics ne porte
désormais que sur les ETS, tels que définis dans la circulaire du ministère en charge de
l'environnement du 08 février 2007, et la création de nouveaux logements devient possible. Dans le
respect des dispositions de l'arrêté préfectoral précisant les mesures de prévention du risque sanitaire

à mettre en œuvre pour les modes d'occupation du sol autorisés (décaissement, confinement etc.), la construction de nouveaux logements dans les cas bien spécifiques de « dent creuse » ou en « densification » est autorisée.

Par ailleurs, les périmètres Z1 et Z2, issus de nouveaux sondages précisant l'étendue et le degré de pollution, présentent des évolutions relatives par rapport aux anciennes délimitations. Tous les cas de figure apparaissent : extensions et réductions des anciens Z3 et Z4 tels que présentés dans le dossier.

La révision ne portant que sur l'intégration des dispositions du nouveau PIG, sans évolution de la vocation des parcelles concernées (zonage générique du PLU à périmètre constant), elle n'appelle pas d'observation particulière de ma part.

Ainsi, l'intégration du nouveau PIG dans le document d'urbanisme, via la procédure de révision allégée, a pour conséquence positive d'imposer des mesures de prévention pour les constructions qui étaient déjà admises dans certains secteurs urbains (cas de l'extension de la zone Z2 essentiellement sur la commune de Evin-Malmaison). Par ailleurs, le cas de potentielles constructions « nouvellement » admises, dans des cas spécifiques de comblement de dent creuse ou de densifications dans les secteurs où la zone Z1 est étendue, s'avère marginal : l'évolution ne paraît pas substantielle eu égard à la surface concernée et aux capacités résiduelles du tissu urbain (essentiellement sur les communes de Leforest et Courcelles-Les-Lens).

Le Directeur Départemental Adjoint
des Territoires et de la Mer



David BARJON